

PROFIL NATIONAL DE DÉPLACEMENT RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

DONNÉES POUR DES SOLUTIONS AUX DÉPLACEMENTS INTERNES¹

PDI DANS LES LIEUX DE DÉPLACEMENT



470,406

PERSONNES DÉPLACÉES À L'INTÉRIEUR DU NIGER À LA FIN DE 2023

RÉPARTITION PAR SEXE DES PDI



49%



51%

PDI PAR TYPE D'EMPLACEMENT



76%

COMMUNAUTÉS D'ACCUEIL



24%

SITES

RÉPARTITION PAR ÂGE DES PDI

0 - 17

49%

18 - 59

47%

60+

5%

PDI DANS LES LIEUX DE SOLUTIONS



2.1M

NOMBRE TOTAL DE PDI DANS LES LIEUX DE RETOUR À DÉCEMBRE 2023



NA

NOMBRE TOTAL DE PDI DANS LES LIEUX D'INTÉGRATION LOCALE À DÉCEMBRE 2023



NA

NOMBRE TOTAL DE PDI DANS D'AUTRES LIEUX D'INSTALLATION À DÉCEMBRE 2023

RÉPARTITION PAR SEXE DES PDI RETOURNÉS



50%



50%

RÉPARTITION PAR ÂGE DES PDI RETOURNÉS

0 - 17

51%

18 - 59

44%

60+

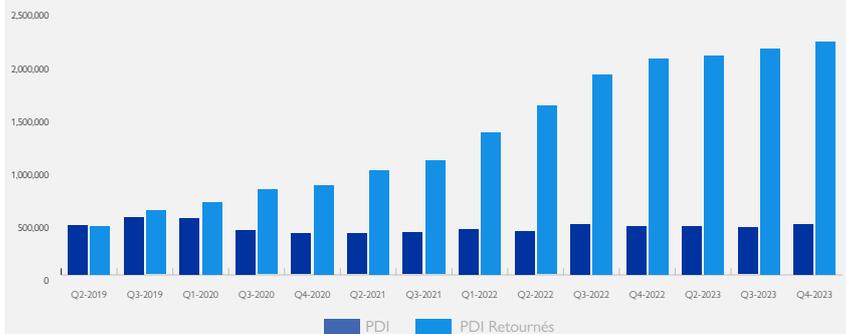
5%

¹La répartition des sous-catégories de population déplacée est fournie conformément aux *Recommandations Internationales sur les Statistiques Relatives aux Déplacés (IRIS)* et à la *proposition d'amélioration des données pour les solutions au déplacement interne* ré-élaborée par le groupe de travail sur les données pour les solutions au déplacement interne (DSID) sous l'égide du Bureau du conseiller spécial pour les solutions au déplacement interne.

VUE D'ENSEMBLE

Selon les dernières données collectées entre décembre 2023 et janvier 2024, 470 406 personnes vivaient en situation de déplacement en République centrafricaine (RCA). Plus d'un quart (26%) des personnes déplacées ont été déplacées en 2018 ou avant - probablement dans des situations de déplacement prolongé, aggravées par des déplacements secondaires et répétés. La DTM a enregistré 2 196 858 personnes qui sont retournées à l'intérieur du pays, dont 237 938 (11%) au cours de l'année écoulée. Il existe des chiffres sur les déplacés internes et les rapatriés, mais il reste à déterminer si la population rapatriée a bénéficié des mêmes conditions de vie et du même accès aux services. Entre août et septembre 2023, une *évaluation de l'indice de stabilité* a été réalisée à l'aide d'enquêtes auprès d'informateurs clés dans les préfectures de l'Ouham, de la Haute-Kotto, de la Basse-Kotto, de la Nana-Gribizi et de la Ouaka. Cette évaluation a révélé que dans la grande majorité des localités (89%), la population a l'intention de rester sur place au cours des prochains mois, avec les préfectures de la Ouaka et de la Nana-Gribizi affichant les taux les plus élevés (plus de 95% dans chacune d'elles).

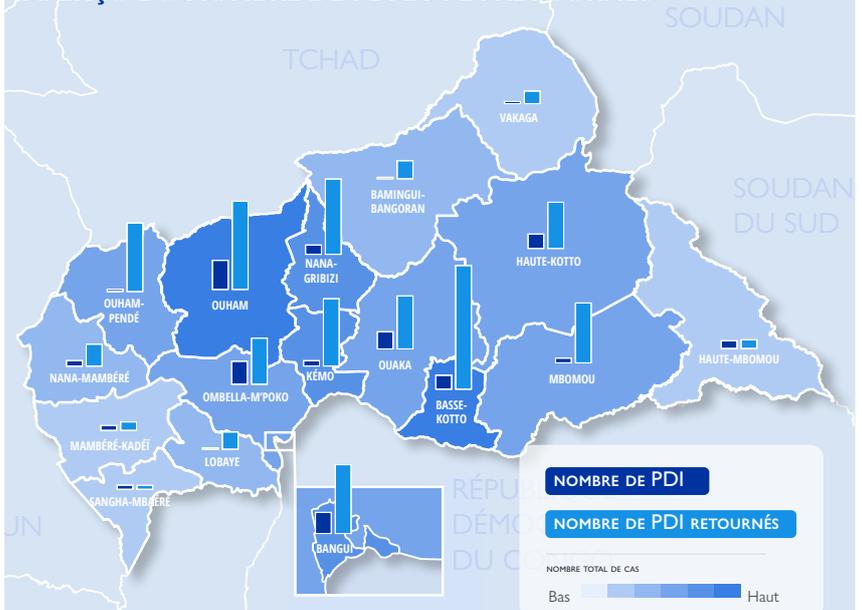
NOMBRE DE PDI ET DE PDI RETOURNÉS



SOURCE DES DONNÉES : DTM République Centrafricaine — Suivi des déplacements Évaluation de base Rounds 7-20 (juin 2019 - janvier 2024)

NOTE: La couverture opérationnelle à l'échelle nationale a débuté lors du 16e round en septembre 2022.

APERÇU DU NOMBRE DE PDI ET PDI RETOURNÉS

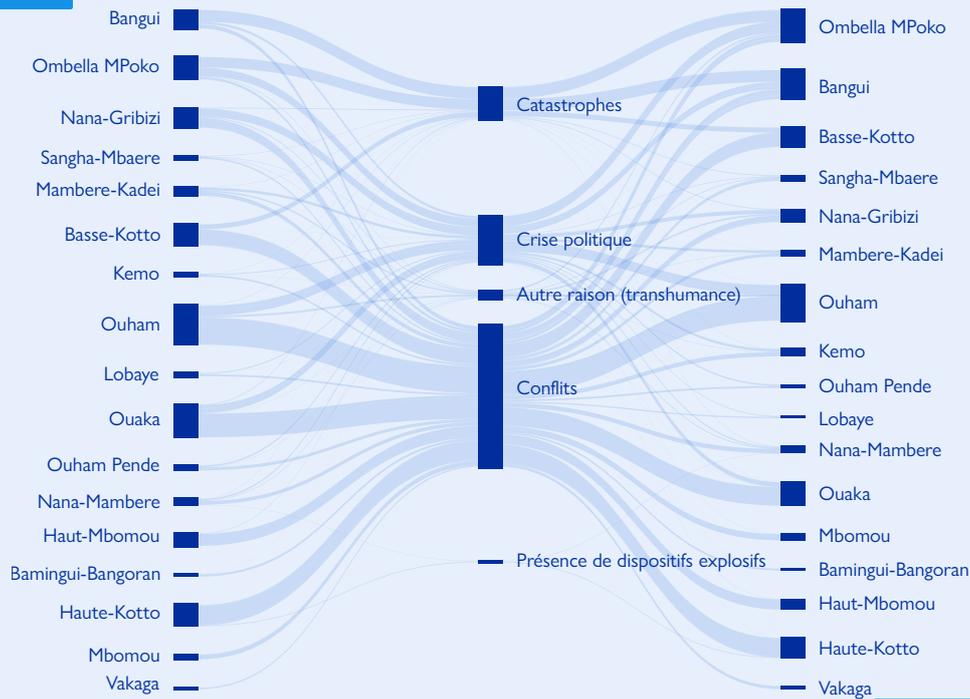


SOURCE DE DONNÉES : Organisation internationale pour les migrations (OIM), Feb 22 2024. DTM République Centrafricaine — Tableau de bord des déplacements 20 (Décembre 2023 —janvier 2024). OIM, République Centrafricaine.

Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'Organisation internationale pour les migrations.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ZONES D'ORIGINE ET DE DÉPLACEMENT

ZONES D'ORIGINE



ZONES DE DÉPLACEMENT

Avertissement : Veuillez noter que les zones d'origine et les données sur les déplacements sont collectées sur la base de la réponse donnée par le plus grand groupe de PDI dans ce lieu. Le plus grand groupe de personnes déplacées ne représente pas toujours la majorité des personnes déplacées dans ce lieu, car la composition des sites peut varier.

Note: Les conflits concernent les personnes déplacées par les conflits armés et les affrontements entre communautés, les catastrophes concernent les personnes déplacées par la sécheresse ou les inondations, et les crises politiques concernent les personnes déplacées à la suite des violences électorales de 2014 puis de 2020.

CHOIX DU LIEU DE LA SOLUTION

Selon une enquête d'intention menée en mai 2023, plus de deux tiers (69%) des ménages de personnes déplacées dans les communautés d'accueil ont l'intention de s'intégrer localement. Les facteurs les plus importants dans le choix de l'emplacement des solutions sont généralement des questions sur la situation de vie, c'est-à-dire la sécurité, les services de base, les moyens de subsistance et les abris durables. L'accès à ces biens fondamentaux que sont les logements habitables et la sécurité de base n'est pas garanti, qu'il s'agisse de lieux de déplacement, de retour ou de réinstallation. Plus de la moitié des personnes déplacées sont hébergées par des familles, ce qui accroît la pression sur la nourriture et les besoins de base limités, tandis que les ménages vivant dans des logements loués risquent d'être expulsés pour cause de loyers impayés. En janvier 2024, l'amélioration de la situation en matière de sécurité reste la principale raison du retour (79%). En outre, la deuxième raison du retour est la médiocrité des conditions de vie dans le lieu d'accueil (14% pour les rapatriés internes), ce qui signifie que l'amélioration de l'accès à l'aide humanitaire dans les zones d'accueil des PDI, la prise en compte de la perte des moyens de subsistance et d'autres difficultés d'accès aux services de base sont des priorités programmatiques.

OBSTACLES AU MOVEMENT VERS LES LIEUX PRÉFÉRÉS POUR LES SOLUTIONS DURABLES

Dans de nombreux cas, le retour est incertain et intenable en République centrafricaine en raison de la recrudescence de la violence, de la poursuite des conflits et du risque permanent de catastrophes. Les tensions et affrontements communautaires ou armés sont à l'origine du déplacement de 289 724 personnes (62% des personnes déplacées), suivis par la crise politique d'avant 2014 (13%), les inondations (13%) et d'autres raisons (13%). Les déplacements multiples peuvent résulter de ces précarités. L'accès aux services de base est incertain dans de nombreuses zones de déplacement et de retour, où de nombreux abris sont partiellement ou totalement endommagés et où les moyens de subsistance ne sont souvent pas viables. Les vulnérabilités auxquelles sont confrontés les ménages rapatriés restent prononcées, car le retour n'est pas nécessairement une solution, mais une voie possible vers des solutions.